



Le journaliste Abdelaziz Mounde Njimbam revient sur la polémique de l'impact des partis sans élus sur la vie politique de la nation.

RAPPEL EN MÉMOIRE À PROPOS DES PARTIS SANS ÉLUS AU CAMEROUN...

L'Union des Populations du Cameroun, parti fondé le 10 avril 1948, emblème de l'engagement et de la lutte pour l'indépendance - véritable et non octroyée et contrôlée par la France- et la réunification du Cameroun, n'a eu aucun siège de député, sénateur ou maire avant une certaine époque dans notre pays. Ni Um, ni Ouandie, ni Moumie, donc, n'ont été dans les assemblées dites ARCAM, ATCAM et ALCAM.

Et pourtant ! Oui, c'est ce parti et ces figures, en premier, Ruben Um Nyobe, qui ont porté la voix des sans voix, celle des victimes du travail forcé et de la traite négrière, celle des populations martyrs, tuées par le napalm de l'Armée française, éreintées et exténuées par les sévices coloniaux. Eux qui ont porté cette voix aux Nations-Unies, devant la 4e Commission de tutelle, dès 1952, afin que le pays de Madola, Oba Beti, Douala Manga Bell, Martin Paul Samba, etc puisse accéder à la souveraineté. Eux qui ont porté ces revendications dans tous les cenacles panafricains, anticolonialistes à travers le monde.

Alors, quand vient l'heure au Cameroun, de mettre autour de la table des partis politiques qui ne sont pas de la majorité présidentielle, peu importe de savoir qui a des députés, des sénateurs ou des maires, bref des élus. Le plus important, l'enjeu majeur, d'intérêt général est de savoir qu'est-ce qui est pertinent, utile pour les Camerounais pour qu'advienne un système démocratique de qualité, une possibilité d'alternance.

Et l'une de ces choses essentielles est la réforme totale du CODE ÉLECTORAL. Celui qui est en vigueur au Cameroun est contestable, conflictogène et a montré depuis longtemps ses mille limites.

Peut-être, est-ce, une des raisons pour lesquelles les Camerounais traînent le pas à s'inscrire sur les listes électorales ? (7 millions d'inscrits sur 13 à 15 millions d'électeurs potentiels ; 3 millions de votants aux présidentielles ; 2 millions aux législatives et municipales...)

Nous entrons dans le temps de " l'après". Il est donc urgent que les Camerounais, aspirant à un changement en profondeur comprennent une chose : pour s'asseoir autour d'une table, on n'est pas obligés d'avoir la même couleur de gandoura, le même pli de veste ou la même chéchia. L'essentiel est de s'accorder sur les questions d'intérêt supérieur et général pour les Africains du Cameroun.

A. Mounde Njimbam
